



## Des actions cohérentes, ou rien !

La position d'Action & Démocratie au sujet de la « grève des examens »

Communiqué de presse – 28 mai 2019

A&D a envisagé dès le mois de décembre 2018 la solution de la grève reconductible en période d'examen comme seule action efficace pour obtenir les avancées réclamées sur les dossiers urgents, qu'il s'agisse de la revalorisation salariale, du respect dû aux professeurs ou de l'indispensable moratoire sur les réformes entreprises. Une enquête a été menée entre le 10 et le 30 janvier 2019 auprès des 860 000 enseignants sur l'opportunité d'une telle grève. Les résultats sont éloquentes (grève approuvée à 77%) et significatifs (plus de 86 000 réponses collectées). Faute de convergence intersyndicale sur les buts et les modalités de cette action, qui ne peut aboutir sans une stratégie cohérente et une anticipation suffisante, A&D considère que les conditions minimales pour la rendre efficace ne sont pas actuellement réunies et, en espérant et attendant qu'elles le soient, préfère poursuivre dans la voie d'une action utile en réclamant des comptes à l'Etat sur sa gestion des personnels de l'Education nationale devant les tribunaux.

Voici, pour information, la synthèse des réponses collectées et l'analyse que fait A&D de la situation actuelle. Cette analyse est également communiquée aux 860 000 enseignants concernés.



## LE DIAGNOSTIC

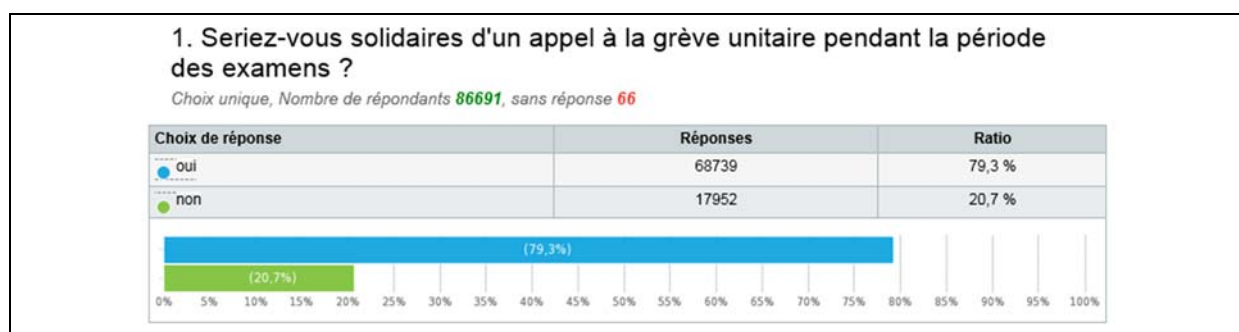
**Action & Démocratie est un syndicat indépendant, avant tout soucieux d'efficacité dans la défense de nos métiers et le soutien aux personnes qui les exercent.**

**Nous ne voulons pas d'une école où les professeurs rasant les murs et doivent s'excuser de faire leur métier dans une institution qui non seulement ne les protège plus, mais emploie toute son énergie à détruire leur autorité et détériorer leurs conditions de travail !**

C'est pourquoi, plutôt que dévoyer le recours à la grève par des appels successifs voués à l'échec nous avons choisi de défendre les personnels en mettant l'Etat en cause **devant les tribunaux**, comme **la CFE-CGC, dont A&D fait partie, l'a déjà fait avec France-Telecom.**

Cependant, cette modalité d'action n'est pas exclusive d'autres, et notamment de la grève **quand c'est le seul moyen**, non pour « se faire entendre » (un syndicat responsable ne lance pas un mot d'ordre de grève simplement pour « se faire entendre »), mais afin d'**obtenir ce qui nous est dû, et qui nous est refusé depuis si longtemps.**

C'est la raison pour laquelle, dès le mois de janvier 2019, nous avons consulté la profession pour savoir si elle était favorable à **une grève reconductible pendant les examens** afin d'obtenir satisfaction sur les **quelques revendications essentielles qu'elle aurait préalablement plébiscitées** et, par ce moyen, remettre le dialogue social sur un bon chemin.

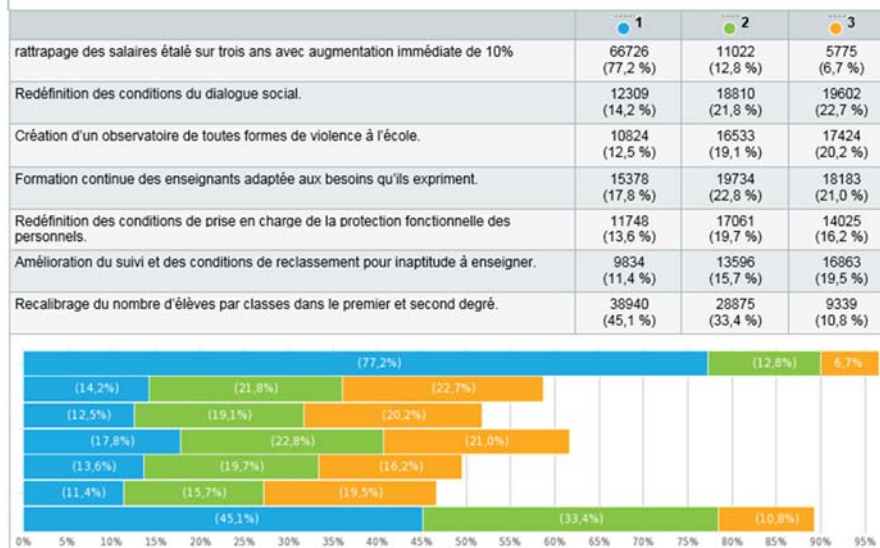


Nous avons demandé aux 860 000 enseignants de nous dire, parmi les revendications principales que nous leur avons proposées, lesquelles leur semblaient prioritaires : **la revendication salariale** est, de loin (avec 77%), la

seule qui mobilise et leur semble justifier une grève « dure », autrement dit une grève utile.

2. Si nous devons aboutir sur deux ou trois revendications, quelles sont celles que vous jugez prioritaires ? Merci de les classer dans la liste par 1, 2 ou 3

Matrice de choix uniques, Nombre de répondants 86394, sans réponse 363



Nous nous sommes enfin tournés vers les autres organisations en vue de leur faire partager cette analyse et cette démarche inédite : **nous sommes en effet convaincus que, par-delà les divergences d'appréciation sur tel ou tel aspect des politiques éducatives mises en œuvre, la profession est profondément d'accord sur l'essentiel.**

**Oui, la majorité de la profession ne veut pas des réformes récentes** qui, depuis celle du collège jusqu'à celle du bac en passant par celle du lycée professionnel, ont pour dénominateur commun la diminution drastique des heures d'enseignement, l'augmentation indéfinie des « heures de rien », l'alourdissement constant des obligations de service dans le premier degré aussi bien que le second degré (évaluations permanentes, réunionnisme aggravée, effectifs de plus en plus lourds avec des élèves de moins en moins motivés, programmes sans cesse renouvelés, etc.).

**Oui, la majorité de la profession ne supporte guère le climat de plus en plus détestable au sein des établissements,** le « rendez-vous de carrière » installant le chef d'établissement dans un rôle de « manager » qui lui va comme un

chapeau à une chèvre, tandis que laxisme et complaisance envers l'incivilité et l'indiscipline deviennent partout la norme.

**Oui, la profession subit une crise des vocations**, qui engendre à son tour le recours, dans des proportions devenues exorbitantes, à un personnel dépourvu de statut, taillable et corvéable à merci, pendant que l'autorité des professeurs est quotidiennement niée par **une hiérarchie qui les infantilise** tout en n'espérant qu'une chose : **s'arroger le pouvoir de recruter directement son personnel ... et par là celui de donner congé !**

**Mais, à la quasi-unanimité, elle considère à juste titre que l'estime sociale et la reconnaissance de ses compétences et de son travail doit se traduire avant tout par une rémunération décente, c'est-à-dire par la revalorisation immédiate et significative des salaires dans tous les corps dont le pouvoir d'achat s'est effondré de 40% en à peine quarante ans !**



## LA SOLUTION

Si la crise morale, matérielle, sociale qui frappe de plein fouet le corps enseignant ne date pas d'aujourd'hui, ses symptômes n'ont jamais été aussi palpables, et **l'impuissance à se défendre collectivement aussi tragique !**

Confortés par les réponses à son enquête, A&D partage avec la majorité qui s'est exprimée la conviction que **la menace d'une grève reconductible au moment des examens est le moyen le plus sérieux et le plus efficace pour obtenir l'ouverture de négociations en position de force**. Encore faut-il que l'ensemble des organisations syndicales, ou la plupart d'entre elles, partagent ce constat et consentent :

**1 -** à définir une plateforme de revendications **crédibles, limitées et consensuelles**, en phase avec les préoccupations de la profession ;

**2 -** à déposer **suffisamment tôt** un préavis intersyndical de grève reconductible pour **permettre à des négociations dignes de ce nom de se dérouler** en créant

un rapport de force en notre faveur permettant d'aboutir à des résultats acceptables **sans avoir forcément à déclencher ladite grève le jour J.**

Force est de constater, et de déplorer, en cette fin du mois de mai 2019, que la proposition A&D a été repoussée par les organisations sollicitées en janvier, les unes décidant de déposer « dans leur coin » un préavis de grève sans que l'on sache dans quel but, les autres tergiversant et/ou consultant leurs adhérents sans que l'on sache là encore quelle revendication devrait être satisfaite par le ministre **pour ne pas aller jusqu'au blocage des examens**, d'autres encore annonçant ne pas vouloir participer à une grève à cette période, **toutes enfin entretenant le flou sur les buts d'une éventuelle grève tout en se livrant à une surenchère revendicative qui n'a aucun sens ni la moindre chance d'être prise au sérieux.**

Pour Action & Démocratie, les choses sont simples et claires : nous n'appellerons pas nos collègues à se mettre en grève tant que des revendications précises et réalistes ne seront pas d'abord définies et approuvées par l'ensemble ou la majorité de la profession, cette dernière donnant alors mandat aux organisations pour négocier et les faire aboutir, **la grève n'intervenant comme il se doit qu'en cas d'échec de la négociation.**

En outre, et en dépit des 86 000 réponses recueillies, A&D **estime qu'une telle action ne pouvait être envisagée sans un soutien plus massif, d'au moins 200 000 enseignants se disant prêts à remplir une déclaration d'intention.**



## EN CONCLUSION

A l'issue de 40 ans de recul et d'impuissance, de « journées d'action » inutiles et de grèves menées sans aucune stratégie ni effet, Action & Démocratie considère que la seule grève utile est bien une grève reconductible entraînant le blocage des examens.

Une telle grève n'est vraiment efficace qu'à deux conditions :

**1/** elle doit être **décidée suffisamment en amont et portée par une majorité syndicale** afin de négocier en position de force et obtenir satisfaction sans avoir forcément besoin de commencer une telle grève ;

**2/** elle doit être **motivée par les revendications qui font consensus** et dûment approuvées à une large majorité, non par des revendications si vagues, si irréalistes et si hétéroclites qu'elles n'auraient strictement aucune chance d'aboutir.

Malgré notre déception devant le manque de solidarité intersyndicale, A&D reste prêt à participer à toute action qui permette d'avancer, à condition qu'elle soit calculée et réfléchi. ***Cependant, nous ne resterons pas les bras croisés en attendant le bon vouloir des uns et des autres car, dès à présent A&D saisit la justice en vue d'obtenir une condamnation de l'Etat pour la gestion destructrice de son personnel. Par-là, A&D dépasse le stade des constats, des regrets et des plaintes pour passer véritablement à l'action !***



Action & Démocratie – CFE-CGC

[www.actionetdemocratie.com](http://www.actionetdemocratie.com)